

Une proposition pour s'en sortir

L'Express - Opinion - André Rasolo – 02/02/12

Après une conquête du pouvoir par la rue, l'élection est un passage obligé pour revenir à l'ordre constitutionnel. Seul le verdict des urnes peut désigner démocratiquement le détenteur suprême du pouvoir. Quand le Président de la Transition veut passer aux élections le plus tôt possible, on ne peut que lui donner raison. Il lui revient alors de créer les conditions nécessaires pour qu'elles soient selon les normes. Force est cependant de relever les hésitations de la HAT. D'un côté, le pouvoir de Transition manifeste sa volonté d'aller aux urnes, de l'autre côté, il ne cesse d'entretenir les rapports conflictuels de 2009. Ce blocage entraîne à son tour le blocage du recours aux urnes.

Si la priorité du pouvoir de Transition est d'organiser les élections dans les meilleurs délais, il a l'obligation de donner un signal fort de son engagement à arrêter les violences au nom du pardon et de la réconciliation. En effet, il lui est impossible de préparer une consultation électorale sous la menace des bombes lacrymogènes, dans un contexte de haine et de violence. Le pouvoir osera-t-il prendre des mesures d'apaisement au risque de déplaire certains éléments purs et durs de son entourage ? Apparemment non, ce qui explique le report des élections d'année en année. On se souvient que les Assises Nationales d'avril 2009 ont fixé l'élection présidentielle en juillet 2010. De même qu'à la fin de 2010, le Président de la HAT a proclamé que l'année 2011 sera une année électorale. Et nous sommes toujours au même point avec de bonnes intentions d'organiser les élections sans pouvoir le faire. Concernant le retour des exilés, le Président Ravalomanana hors du pays constitue un problème sérieux de la Transition ; mais une fois arrivé à Madagascar, il poserait un problème tout aussi sérieux. Ravalomanana arrivera-t-il à dominer non seulement ses réactions imprévisibles, mais aussi les caciques de son entourage ? Il est vrai qu'il n'a cessé de répéter qu'il va rentrer dans son pays non pas pour susciter la haine et la guerre mais pour amener le pardon et la paix. Au nom de la présomption de sincérité, prenons au mot le Président Ravalomanana sans lui faire de nouveau un procès d'intention. Curieusement la chaîne de commandement des forces armées jadis chouchoutée par Ravalomanana se trouve à présent la plus intransigeante sur l'utilisation des méthodes fortes dès son arrivée sur le sol malgache. A qui profite cette intransigeance des forces armées ? A Andry Rajoelina, à Ravalomanana, au peuple malgache, à un clan des dirigeants de la Transition ? Les acteurs politiques, collégialement responsables des souffrances de la majorité des malgaches perpétrées par la crise, devraient répondre à cette question.

La crise a trop duré. Je suis convaincu qu'après les bons offices de la SADC, le dialogue malgacho-malgache constitue la seule voie nous permettant de passer aux élections dans les meilleures conditions. Je propose la démarche suivante. Concernant la forme : le dialogue national sous l'égide du FFKM, l'autorité morale, sera organisé par la CNOSC, les Ray aman-dReny Mijoro et le SeFaFi. Les autres acteurs représentatifs de la société civile participeront au dialogue avec les trois anciens Présidents de la République, l'actuel Président de la Transition et les dirigeants des grands partis politiques. Concernant le contenu: le dialogue malgacho-malgache sera un cadre consensuel de mise en œuvre de la feuille de route. Il établira le calendrier électoral et les modalités des élections. Afin d'éviter le risque d'instabilité politique permanente, les quatre Chefs d'État, lors de ce dialogue, devraient, d'un commun accord, s'entendre à ne pas se présenter aux élections au nom de l'intérêt supérieur de la nation. Le temps joue contre nous, notre pays est au bord du gouffre. Il y a urgence, ensemble, allons de l'avant.

Source : <http://www.lexpressmada.com/2595-courrier-des-lecteurs/une-proposition-pour-s-en-sortir.html>